

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 810^e
SÉANCE

Vendredi 19 octobre 1962,
à 10 h 40

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)

Développement économique des pays sous-développés (suite):

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;

d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)

Discussion générale (suite) 101

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] (suite)

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

Page

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);

d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/L.645, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. WEIDINGER (Autriche) dit que le rapport du Secrétaire général sur les mesures proposées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613) indique clairement que le moment est venu de passer à l'action et qu'il faut utiliser au mieux les mécanismes existants en les améliorant ou en les complétant au besoin. A cet égard, le Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil économique et social et le Comité spécial de coordination chargé de s'occuper particulièrement de la Décennie conformément à la résolution 920 (XXXIV) du Conseil peuvent jouer un rôle accru. L'Autriche sait par l'expérience acquise lorsqu'elle a bénéficié du plan Marshall combien il est important de maintenir au minimum les rouages administratifs existant entre pays donateurs et pays bénéficiaires.

2. C'est aussi la raison pour laquelle l'Autriche, après avoir étudié objectivement les possibilités pratiques de tenir une conférence internationale sur les problèmes du commerce, approuve la solution de

compromis adoptée à la trente-quatrième session du Conseil économique et social; la complexité des problèmes ne permet pas en effet d'attendre de cette conférence des résultats constructifs en l'absence d'une préparation minutieuse. Quant à la portée de la conférence, la délégation autrichienne partage les vues déjà exprimées selon lesquelles il ne faut pas y voir un remplacement du GATT et d'autres organisations qui existent déjà, mais plutôt une initiative complémentaire. Il convient en fait de reconnaître toute l'utilité des travaux du GATT, qui ont notamment trouvé leur expression en novembre 1961 dans la Déclaration concernant la promotion du commerce des pays moins développés^{1/}. Le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, créé aux termes de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil devra éviter tout double emploi avec ce qui a déjà été fait. Le sujet de la Conférence, c'est-à-dire l'interdépendance qui existe entre le commerce et le développement, est l'une des questions capitales qui se posent aux pays en voie de développement étant donné la détérioration des termes de l'échange et la fluctuation des prix des matières premières. Ce dernier problème n'est pas nouveau et il ne devrait pas être impossible de lever l'incertitude qu'il fait peser sur l'économie des pays en voie de développement.

3. Il est un autre problème qu'il ne faut pas perdre de vue, et c'est celui de la mobilisation des ressources humaines; comme l'a dit le Secrétaire général à la section III de son rapport sur les mesures proposées, pour les pays en voie de développement, l'inutilisation des capacités de la population constitue le principal élément actuel de gaspillage, mais aussi le principal espoir pour l'avenir. On ne saurait donc surestimer l'importance de l'éducation et de la formation dans le processus du développement. L'Autriche apporte déjà une contribution réelle dans ce domaine: 6 000 étudiants originaires de pays en voie de développement poursuivent actuellement leurs études en Autriche, des organisations autrichiennes de la jeunesse apportent chaque année plus de 600 000 dollars pour le financement de bourses de programmes de formation et d'écoles dans les pays en voie de développement, l'industrie autrichienne a accueilli en 1961 quelque 500 techniciens de ces pays désireux de poursuivre en Autriche leur spécialisation; enfin une autre organisation autrichienne de jeunes est en train de créer au Tanganyika un centre de formation pour le personnel des services du développement communautaire et le Ministère de l'éducation assure la direction d'un institut technique qu'il a créé à Téhéran. Ces programmes de formation intéressent surtout la main-d'œuvre du niveau intermédiaire, dont le rôle est très important pour un développement économique équilibré, comme on l'a souligné tout récemment encore lors d'une conférence internationale réunie à Porto Rico. Toutefois ces programmes d'éducation et de formation ne porteront tous leurs fruits qu'à la longue et il faut recourir à des mesures produisant leurs effets de façon plus immédiate pour remédier à la pénurie d'experts dont souffrent actuellement les pays en voie de développement. Grâce à ses services consultatifs, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement peut être d'une grande utilité dans ce domaine.

4. En ce qui concerne le financement du développement, le Fonds spécial est devenu en l'espace de trois ans un instrument indispensable et l'une des pierres angulaires de l'édifice institutionnel du développement multilatéral. Aussi le Gouvernement autrichien a-t-il décidé d'augmenter d'environ 16 p. 100 sa contribution à cet organisme ainsi que celle qu'il apporte au Programme élargi d'assistance technique. Mais les pays en voie de développement ont en outre besoin de capitaux à faible taux d'intérêt et il convient à ce sujet d'envisager, comme le préconise le Secrétaire général, une expansion de l'AID, d'autant plus qu'on ne dispose toujours pas des ressources nécessaires pour créer un fonds d'équipement des Nations Unies.

5. Lorsqu'on parle de pays développés et de pays en voie de développement, on admet implicitement une nouvelle division du monde; il ne faut pas négliger pour autant tous les éléments d'unification que renferme le processus de développement, puisqu'il met en évidence l'interdépendance économique qui existe entre divers pays, régions et continents. La même observation s'applique aux groupements économiques régionaux et sous-régionaux qui, s'ils consolident indubitablement l'économie des pays membres, leur permettent également d'augmenter leur participation aux programmes de développement d'autres pays. C'est dans le même ordre d'idées que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a pu dire (795ème séance) que le maintien ou le rétablissement de taux de croissance élevés, dans le cadre d'une action concertée, est sans doute la plus importante contribution que les pays industriels puissent offrir au succès d'un effort international de longue haleine en faveur des pays sous-développés. Un tel effort, en assurant le développement économique de ces pays, aurait certainement pour effet de transformer une énorme demande de produits en pouvoir d'achat, de jeter les bases d'une ère nouvelle de relations économiques entre pays industriels et pays en voie de développement et de démontrer que l'aide en faveur du développement n'est pas une entreprise à sens unique, mais une association profitable à tous.

6. M. CULLEN (Irlande) dit que les mesures proposées par le Secrétaire général (E/3613) donnent les grandes lignes de l'action à entreprendre au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Ces propositions ont le mérite particulier d'étudier de près les besoins d'investissement pour le développement social et de l'éducation, domaine que l'on a parfois négligé par suite de préoccupations d'ordre exclusivement économique. La délégation irlandaise tient à souligner aussi la nécessité d'un mécanisme qui permette de mesurer les progrès accomplis dans la voie des objectifs de la Décennie, suggestion déjà avancée par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration devant la Commission. Les progrès ne seront pas acquis sans difficulté et l'on peut dire qu'en l'absence de jalons précis on ne saurait se porter garant du succès de l'entreprise. De plus, un mécanisme permettant d'évaluer les efforts déployés par les pays en voie de développement, par les pays avancés et par la collectivité internationale, nécessiterait des études et des comparaisons particulièrement utiles pour assurer la solution des problèmes de développement qui se poseront au cours de la Décennie.

7. Il ne faut pas cependant perdre de vue le problème économique fondamental, c'est-à-dire les difficultés

^{1/} Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Instruments de base et documents divers, Supplément No 10 (Genève, 1962), p. 29.

commerciales qui font obstacle à l'élévation du niveau de vie des pays en voie de développement; la baisse des prix des produits primaires, la hausse des prix des biens d'équipement et la détérioration des termes de l'échange ralentissent l'expansion économique et risquent de maintenir à un niveau très bas le taux de croissance de l'économie des pays en voie de développement. Sans doute, le courant des capitaux et l'aide internationale constituent-ils pour eux un apport précieux, mais leurs ressources nationales représentent une source essentielle du financement de leur développement, de même que la possibilité de payer la plus grande partie de leurs importations avec le produit de leurs exportations. Si cette possibilité est compromise, le rythme de leur développement économique s'en ressentira inévitablement. De plus, la détérioration des termes de l'échange annule l'effet favorable du courant de capitaux et ajoute à la charge que représente le service de la dette extérieure. Enfin, la diversification de la production a notamment pour corollaire la nécessité de trouver un débouché aux produits manufacturés; il faudra donc que les pays avancés libéralisent leur politique commerciale en vue d'éliminer la protection dont jouissent leurs producteurs primaires et d'ouvrir davantage leur marché intérieur aux produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement.

8. Malgré toute l'attention que l'on accorde depuis plusieurs années aux problèmes du commerce international, les perspectives qui s'offrent dans ce domaine aux pays en voie de développement ne se sont pas améliorées. Le projet de tenir une conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement revêt donc une grande importance. La délégation irlandaise insiste tout particulièrement pour que le Comité préparatoire puisse consacrer à ses travaux tout le soin et tout le temps qu'ils méritent et pour qu'il soit tenu compte des travaux du GATT, du Comité des produits de la FAO et de la Commission du commerce international des produits de base. La faiblesse des prix des produits de base et leur sensibilité aux fluctuations rendent apparente la nécessité de maintenir à un haut niveau l'activité économique des pays avancés; les progrès dus à l'intégration économique régionale leur permettent en effet de libéraliser leur politique commerciale, et c'est là un aspect de la question des groupements économiques régionaux dont les pays en voie de développement auraient tort de ne pas tenir compte.

9. D'autre part, une augmentation du courant de capitaux vers les pays en voie de développement est nécessaire si l'on veut arriver, à la fin de la Décennie, à un taux annuel d'accroissement du revenu national de 5 p. 100. Le rôle du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial comme source d'assistance aux activités de préinvestissement est sans commune mesure avec les sommes relativement modestes dont disposent ces programmes. En ce qui concerne le financement de l'équipement, il faut donner la priorité au renouvellement des ressources dont dispose l'AID.

10. Il ne faut pas négliger l'importance des capitaux privés. Ils apportent au pays où ils s'investissent non seulement des fonds très nécessaires, mais aussi des connaissances techniques et des contacts avec l'étranger qui pourront ouvrir des débouchés aux produits de ses nouvelles industries manufacturières. L'association du capital privé étranger et du capital national contribue également à diriger l'épargne nationale vers des secteurs productifs. La délégation irlandaise

accueille donc favorablement les divers rapports préparés par le Secrétariat sur les moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés.

11. Il convient peut-être de s'attacher aussi à deux aspects de la politique de développement. En premier lieu, l'importance du secteur agricole ne doit pas être négligée. Une agriculture arriérée immobilise une main-d'œuvre utilisable dans l'industrie, perpétue la disparité entre le revenu des populations urbaines et celui des populations rurales et force à utiliser de précieuses devises étrangères pour importer des produits alimentaires qui auraient pu être produits sur place. Faute d'assurer le progrès de leur agriculture, les pays en voie de développement verront se ralentir leur développement économique général. Le Gouvernement irlandais se félicite à ce sujet des objectifs de la Campagne mondiale contre la faim de la FAO et du Programme alimentaire mondial. En second lieu, on ne saurait trop insister sur la nécessité d'une planification efficace du développement et d'une sage répartition des ressources à l'intérieur des pays en voie de développement. Le Centre des projections et de la programmation économiques et les centres régionaux envisagés auront un rôle à jouer à cet égard. De son côté, le Centre de développement industriel permettra de fournir les avis et l'assistance techniques nécessaires, et la délégation irlandaise attache une grande importance à l'étude actuellement en cours sur les possibilités de renforcer ses moyens d'action; elle estime toutefois qu'il serait prématuré de créer une institution spécialement chargée de l'assistance technique pour le développement industriel.

12. La délégation irlandaise est convaincue qu'en utilisant au mieux les ressources disponibles il sera possible, avec la coopération de tous les Etats Membres, d'atteindre en 1970 les objectifs prévus pour la Décennie.

13. M. WINIEWICZ (Pologne) dit que la session en cours revêt une importance particulière puisque, pour la première fois depuis de nombreuses années, la Commission entend passer du domaine des recommandations, intéressantes certes, mais quelque peu générales, à celui des mesures concrètes et précises. Pour ce faire, elle doit se laisser guider par deux considérations fondamentales. En premier lieu, sur le plan économique, le monde est aujourd'hui divisé en trois groupes, à savoir les pays capitalistes développés, les pays socialistes et les pays économiquement peu développés — et la situation de ce dernier groupe va en s'aggravant. En second lieu, on observe dans les relations économiques internationales, particulièrement dans le groupe des pays capitalistes développés, des changements qui risquent d'accentuer la division actuelle et d'entraver le développement économique du monde et particulièrement celui des pays peu développés. L'ONU, où ces trois groupes sont représentés, ne peut assister impassible à ces événements. Elle doit organiser une contre-offensive contre les phénomènes nuisibles au développement de l'économie mondiale.

14. Contrairement à toutes les assurances optimistes émanant des pays capitalistes, la situation de l'économie mondiale ne cesse de s'aggraver. L'écart entre l'accroissement de la production dans les pays capitalistes fortement industrialisés et celui de la production dans les pays économiquement peu développés ne cesse de grandir. En outre, beaucoup de pays capitalistes industrialisés ne sont pas en mesure

d'utiliser pleinement les forces productives et souffrent du chômage. Les difficultés qu'ils rencontrent ne peuvent cependant se comparer à celles des pays économiquement peu développés, dont le taux annuel de croissance économique n'est que de 3 à 3,5 p. 100. En revanche, dans le groupe des pays socialistes le développement économique se poursuit de façon régulière et continue. Le revenu national s'accroît au rythme de 7 p. 100, en raison, surtout, de l'augmentation de la production industrielle qui atteint annuellement de 9 à 11 p. 100. En 1960, la part des pays socialistes dans la production industrielle mondiale dépassait 33 p. 100.

15. Depuis de nombreuses années, les pays capitalistes développés soutiennent la thèse que les mesures internationales sont à peu près sans effet et que la situation économique mondiale dépend du niveau d'activité dans les pays fortement industrialisés. Cette thèse n'est pas soutenable. En effet, l'expansion économique dans la communauté des Etats socialistes se poursuit, bien que la croissance économique des principaux pays industrialisés soit relativement limitée, et la stagnation actuelle des pays économiquement peu développés est due pour une grande part au fait que les fameuses "tendances du marché", qui devraient influencer leur développement, sont absolument inopérantes. Ce sont donc les pays économiquement peu développés où vivent 40 p. 100 de la population mondiale qui souffrent le plus de la situation économique actuelle. C'est pourquoi les représentants des pays en voie de développement demandent un changement de l'état de choses actuel, changement qui doit se faire avec la participation des Nations Unies.

16. Cette division de l'économie mondiale en trois groupes se manifeste dans le domaine du commerce. Le commerce international fondé sur la thèse capitaliste de la division internationale du travail est un phénomène du passé. Aujourd'hui, alors que les pays capitalistes ne peuvent plus exercer leur influence décisive sur l'économie mondiale, une nouvelle division du travail est nécessaire. C'est le commerce international lié à une nouvelle division du travail qui pourrait améliorer la situation économique dans le monde entier et plus particulièrement dans les pays en voie de développement. C'est en effet le commerce qui pourrait permettre à ces pays d'acquiescer les ressources indispensables à leur développement. Si aucune modification ne se produit dans le système actuel des relations économiques, les pays en voie de développement ne pourront que voir diminuer chaque année leur part dans le commerce mondial. De 1956 à 1960, la part de ces pays dans les exportations mondiales est tombée de 24,2 à 21,5 p. 100, et la situation défavorable des termes de l'échange a constamment limité leur capacité d'importation. Leurs importations ont augmenté de moins de 15 p. 100, alors que celles des pays fortement industrialisés se sont accrues de 24 p. 100 et celles des pays socialistes de 57 p. 100.

17. Ces chiffres montrent l'importance du marché socialiste pour le développement des échanges internationaux. Les pays socialistes ont surmonté des difficultés résultant des destructions causées par la guerre, destructions bien plus considérables que celles qu'ont subies les pays occidentaux, et ils se sont engagés dans la voie d'une croissance économique rapide et indépendante. Leur coopération dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) a sensiblement accéléré ce pro-

cessus. Ce conseil n'a ni un caractère autarcique ni un caractère de monopole. Les Etats socialistes ne veulent nullement restreindre leur commerce avec le reste du monde. Au contraire, ils ont l'intention d'accroître leurs échanges avec les pays en voie de développement. Ils sont également prêts à développer leurs relations commerciales avec les pays capitalistes fortement développés.

18. La Pologne a considérablement accru son commerce avec les pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de l'Amérique du Nord, ainsi qu'avec l'Australie. Le fait qu'elle est membre associé du GATT prouve son désir d'étendre ses relations commerciales avec le reste du monde. Divers représentants ont essayé de minimiser l'importance du rôle joué par les Etats socialistes dans le commerce mondial. Or, d'après l'*Annuaire statistique 1961*^{2/}, la valeur des importations de ces pays était 9 fois plus élevée en 1960 qu'en 1938 et 12 fois plus élevée pour leurs importations en provenance des pays peu développés. En revanche, en plus de 20 ans, les importations des pays capitalistes développés n'ont que quintuplé et leurs importations en provenance des pays peu développés, seulement triplé. Cela prouve le dynamisme des pays socialistes.

19. La tendance à conclure des accords économiques régionaux provient de la désintégration du système périmé de la division internationale du travail. Un nouveau système de relations économiques apparaît, fondé sur la coexistence de différents systèmes et de différents niveaux de développement économique. On ne peut critiquer le développement de la coopération et de la spécialisation régionale s'il tend à abaisser les coûts et à accroître le volume de la production, à augmenter les exportations, à développer le commerce international et à élever les niveaux de vie. Il est cependant indispensable que la création d'associations à l'échelon régional ne lèse pas les intérêts des pays tiers, ne serve pas des objectifs politiques, n'entrave pas la coopération pacifique internationale, ne retarde pas la croissance économique des autres pays et n'aggrave pas les conditions déjà peu favorables à leur développement.

20. C'est pourquoi il est impossible d'établir un parallèle, comme l'ont fait les représentants du Royaume-Uni et de la France, entre la Communauté économique européenne et d'autres organisations régionales. On ne peut en effet comparer le processus d'intégration des pays en voie de développement aux accords conclus entre des Etats disposant de capitaux importants et ayant une industrie très développée. La Communauté ne se conforme pas aux principes qui viennent d'être énoncés, ainsi que le prouvent les vives critiques dont elle fait l'objet. A cet égard, la délégation polonaise s'associe pleinement aux observations des représentants du Ghana, de la Tunisie, de la Nigéria, du Tanganyika et de nombreuses autres délégations. La création du Marché commun européen a été étroitement liée aux concepts sur lesquels était fondée l'alliance militaire des pays occidentaux et il a gardé cette caractéristique. Etant donné le rôle de plus en plus important qu'y joue la République fédérale d'Allemagne et la domination qu'y exerce le groupe de pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN), il est difficile d'accepter les assurances réconfortantes données par ses défenseurs. Les mots ne suffisent pas à

^{2/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XVII.1.

dissiper les inquiétudes. Les pays neutres qui n'ont pas encore pris position à l'égard de la Communauté économique européenne doivent prendre sérieusement en considération les fondements politiques de ce groupement.

21. En 1960, la Communauté économique européenne a reçu 23 p. 100 de toutes les exportations de produits alimentaires du monde, près de 29 p. 100 des exportations de matières premières du monde et plus de 23 p. 100 des exportations totales de combustibles. D'après ce qu'on sait de ses plans futurs, la Communauté a l'intention de limiter ses importations de matières premières aux quantités qu'elle ne peut elle-même produire, ce qui aura en premier lieu pour effet de restreindre les importations en provenance de la zone tempérée. En outre, certains pays auront un statut privilégié, alors que d'autres ne pourront vendre aux pays membres de la Communauté en raison des tarifs élevés. Les premiers pays seront fortement liés aux métropoles du Marché commun européen, ce qui a permis de qualifier ce système de néo-colonialisme. On ne peut nier la logique de ces accusations, puisqu'on retrouve dans le Marché commun européen, sous une autre forme, un système où les producteurs de matières premières à bon marché dépendent des fournisseurs de produits industriels d'un prix élevé, ce qui leur enlève toute possibilité de développement ultérieur. Les autres pays se trouveront devant le "rideau de fer" des tarifs douaniers. De toute évidence, il y a là une discrimination.

22. Cette discrimination a d'ailleurs été appliquée par certains pays capitalistes aux pays socialistes. Il s'agit là d'un véritable embargo, comme on n'en applique généralement qu'à un pays avec lequel on est en guerre. Mais ces méthodes ne donnent pas les résultats escomptés. Elles n'ont pas arrêté le développement spectaculaire des pays socialistes. En revanche, elles ont empêché que des relations commerciales profitables s'établissent entre les pays capitalistes et les marchés socialistes. Il convient ici de rappeler qu'en temps de paix il est contraire au droit international de restreindre la liberté de la navigation en tant que moyen de pression, ou d'interdire aux navires marchands l'accès des ports étrangers. Au XIXème siècle, on reconnaissait déjà le "droit au commerce" et ce principe de droit international a été de plus en plus strictement appliqué à mesure que la coopération internationale s'est développée. L'histoire a prouvé que toutes les tentatives faites par une grande puissance ou par un groupe d'Etats économiquement puissants pour exercer leur domination sur un Etat ou un groupe d'Etats n'ont pas donné, à la longue, les résultats souhaités. En fait, de telles manœuvres ne font qu'empoisonner l'atmosphère internationale.

23. S'il peut être justifié, dans certains cas, de créer des groupements économiques entre plusieurs pays, ce qui importe, c'est que la formation de ces groupements ne se fasse pas au détriment des autres pays. Dans le cas de la Communauté économique européenne, groupe composé de puissants Etats, les décisions ne devraient pas être unilatérales et être présentées au reste du monde comme un fait accompli.

24. Créer des conditions propices au développement rapide et uniforme du commerce international n'est pas une tâche aisée. Cela soulève des difficultés politiques et certains groupes, représentant les intérêts des monopoles, s'opposent à tout changement dans

le système actuel des relations économiques. L'Union soviétique et les Etats socialistes sont depuis longtemps partisans de convoquer une conférence sur le commerce international. A sa trente-quatrième session, le Conseil économique et social a adopté la résolution 917 (XXXIV) à ce sujet. D'autre part, la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique a abouti à d'importantes conclusions. Il y a en outre la proposition de l'Union soviétique concernant la convocation d'une conférence économique internationale (A/C.2/L.645). On dispose donc des éléments nécessaires pour préparer et finalement pour convoquer cette conférence internationale qui devrait avoir lieu sans tarder et être préparée avec soin. Il semble qu'il n'y ait là aucune contradiction. En effet, les organes des Nations Unies étudient depuis des années la question du commerce international et le débat actuel porte sur des principes et des solutions analysés depuis longtemps. Le Comité préparatoire prévu dans la résolution 917 (XXXIV) doit pouvoir accomplir rapidement sa tâche. La nécessité de prévenir certaines décisions qui mettraient cette conférence devant un fait accompli et qui ne seraient avantageuses que pour les pays capitalistes fortement développés oblige à la convoquer au plus tôt.

25. Les principaux points qui devraient retenir l'attention de la conférence internationale sont les suivants. Premièrement, le seul marché commun dont l'humanité ait besoin est un marché commun mondial, ouvert à tous les pays, sans inégalités ni discrimination. Deuxièmement, seul un tel marché permettrait d'éviter que ne s'accroissent les divisions économiques actuelles et d'utiliser au maximum les possibilités présentes de progrès au bénéfice de tous; en effet, les pays développés, et encore plus les pays en voie de développement pour ne plus être uniquement liés à un marché extrêmement restreint, ont besoin d'échanger leurs produits contre ceux des pays socialistes et ces derniers pays, de leur côté, souhaitent vivement pouvoir commercer avec tous les pays sans distinction de régime politique. Troisièmement, il importe d'élaborer les principes grâce auxquels les pays sous-développés pourront obtenir par leur commerce des revenus à la mesure de leurs besoins: ces pays doivent être certains de pouvoir écouler librement leurs produits sur les marchés, en attendant de pouvoir augmenter et diversifier leur production grâce à la transformation de leur économie; ils doivent également être assurés d'obtenir des gains plus ou moins proportionnels au prix qu'ils devront payer pour importer des biens et des services; le problème de l'inégalité des échanges est d'ailleurs trop connu pour qu'il soit besoin d'insister davantage. Quatrièmement, il importe de créer une organisation internationale du commerce où l'on pourrait s'entendre sur tous les problèmes relatifs aux échanges internationaux et sur toutes les mesures à prendre pour les développer au maximum. Cette organisation devrait également être chargée de planifier ce développement, puisque la nécessité de la planification à long terme dans tous les domaines économiques est désormais admise par tous les Etats, comme en témoigne l'adoption de la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale, et non plus seulement par les Etats socialistes.

26. L'établissement de relations économiques fondées sur les principes de l'égalité, du profit mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, renforcerait la confiance et la compré-

hension entre tous les peuples. Malheureusement l'Ouest n'a guère compris jusqu'ici les grandes idées soutenues depuis des années par les pays socialistes, à savoir que la guerre n'est pas inévitable et que les nations doivent coexister pacifiquement. Il ne s'agit pas là de formules creuses ou de slogans de propagande, mais de principes qui pourraient avoir une portée immense. Coexister ne signifie pas stagner ou végéter ensemble, mais rivaliser d'ardeur pour mener une vie plus riche et plus heureuse.

27. Le fait d'insister sur l'importance du commerce ne signifie pas qu'on sous-estime celle de l'assistance. Certes, les pays sous-développés doivent assurer leur croissance avant tout par la mise en œuvre de leurs richesses nationales, mais l'inégale répartition de la production mondiale rendra l'assistance internationale nécessaire pendant de longues années encore. Cette assistance ne doit être assortie d'aucun lien ni d'aucune condition politique; elle doit répondre exclusivement aux besoins économiques précis des pays bénéficiaires et donc être étroitement liée au principal élément de leur économie, c'est-à-dire à l'exportation de leurs produits et à l'importation des biens et services. C'est ainsi que s'établira un courant de richesses allant des pays où le produit national est élevé à ceux où le produit national est plus faible et que se rétablira en partie l'équilibre de l'économie internationale. Les moyens techniques d'opérer ce transfert posent, certes, un grand nombre de problèmes, mais le plus important est de savoir quelles ressources transférer.

28. Le rapport du groupe d'experts consultants (E/3593/Rev.1), que la Commission sera sous peu amenée à examiner plus en détail, a déjà montré que les ressources nécessaires existent et qu'il suffirait de se préparer assez tôt à lier les possibilités matérielles offertes par le désarmement au problème général de l'assistance en faveur des pays sous-développés. Jusqu'ici, on s'est placé, pour examiner les programmes d'investissements des pays sous-développés, non pas du point de vue logique des besoins de ces pays, mais uniquement du point de vue de leurs possibilités financières limitées ou des risques de l'opération pour les pays et les institutions capitalistes. On ignore donc quels seront les besoins réels des pays sous-développés au cours des années à venir. C'est pourquoi le recensement des besoins d'investissement des pays encore sous-développés, qu'a proposé la délégation de l'Union soviétique, est particulièrement utile. Cette étude montrera sans doute que le taux de 5 p. 100 qui a été envisagé pour la croissance annuelle du revenu national des pays sous-développés est trop faible, à la fois par rapport aux exigences réelles et par rapport aux énormes possibilités qu'offrirait le désarmement général et complet.

29. Les grandes décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au cours de sa dix-septième session coïncident avec la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour que le fait d'avoir proclamé cette décennie soit autre chose qu'un geste de propagande, il faut veiller à centraliser les activités des diverses organisations selon un ordre d'urgence bien défini pour éviter la dispersion des efforts et la routine. C'est au cours de l'élaboration des directives à donner à la prochaine conférence sur le commerce et le développement que l'on pourra le mieux ordonner les tâches multiples à accomplir. Pour prendre ces décisions, la Commission ne devra jamais perdre de vue les quatre vérités suivantes: la division actuelle du monde

s'aggrave et défavorise avant tout les pays sous-développés; le développement du globe ne dépend pas exclusivement de l'expansion des pays capitalistes mais de la coopération des trois groupes d'Etats existants, celui des pays capitalistes développés, celui des pays socialistes et celui des pays en voie de développement; les mesures prises sous les auspices des Nations Unies doivent viser à réformer le domaine le plus important, c'est-à-dire celui du commerce; tous les organismes des Nations Unies et notamment les commissions économiques régionales doivent retrouver leur rôle véritable sur le plan des relations économiques internationales. S'ils sont fondés sur ces principes, les travaux de la Commission à la session en cours pourront marquer le point de départ d'une ère de coopération économique internationale permettant d'améliorer le sort de toute l'humanité.

30. Pour M. AGOLLI (Albanie), l'instabilité économique a continué dans divers pays pendant l'année 1961. Ainsi, la reprise de l'activité économique dans les principaux pays capitalistes ne s'est pas faite au rythme escompté et l'industrie n'y a progressé que de 3 p. 100, contre 13 p. 100 dans les pays socialistes. La production d'armements résultant de la politique impérialiste favorable à la guerre entraîne des dépenses militaires énormes, 51 milliards 200 millions de dollars aux Etats-Unis pendant l'exercice 1961-1962, et aggrave chaque jour la situation économique des pays capitalistes. Dans l'immédiat, cette politique a provoqué l'inflation, la hausse des prix des produits de grande consommation, l'élévation du coût de la vie et, par conséquent, la réduction du pouvoir d'achat de la population. En outre, la balance des paiements des pays capitalistes hautement développés a été grevée par les lourdes dépenses que ces pays consacrent à l'entretien et à l'équipement de centaines de bases militaires dans les territoires étrangers qui entourent les pays socialistes. D'autre part, le marché intérieur des pays capitalistes ne peut absorber les excédents de la production, de sorte que la concurrence s'intensifie à l'extérieur. D'après l'hebdomadaire Perspectives économiques en date du 3 janvier 1962, exporter est devenu la condition première de la santé économique, financière, monétaire, sociale et politique de tous les pays occidentaux. La naissance de groupements économiques fermés, comme la Communauté économique européenne; et les rivalités qui les séparent sont le reflet des profondes contradictions du système capitaliste et ne sont qu'un aspect nouveau de la lutte éternelle des monopoles pour s'assurer des débouchés.

31. Il en va tout autrement dans les pays socialistes, qui ignorent les crises, les fluctuations et le chômage et ne cessent de marquer de nouveaux progrès. La production industrielle, qui est devenue presque partout la principale source de revenus, s'accroît à un rythme toujours plus rapide: sa part dans la production mondiale est passée de 27 p. 100 en 1955 à 37 p. 100 en 1961 et devrait dépasser 50 p. 100 en 1965. La République populaire d'Albanie, qui était, il y a peu encore, considérée comme l'un des pays les plus arriérés d'Europe, a réalisé des progrès remarquables grâce à son système politique et social. En 1965, à la fin de la période d'application de son troisième plan quinquennal, la part de l'industrie dans l'économie dépassera même celle de l'agriculture. En 1955, l'Albanie a produit 25,7 fois plus de biens industriels qu'en 1938, la seule ville de

Tirana produit aujourd'hui cinq fois plus que toute l'Albanie avant la guerre. De 1960 à 1965, la production industrielle — dont plus de la moitié correspondra à des biens d'équipement — progressera au rythme moyen de 8,7 p. 100 par an; et le montant des investissements publics égalera la totalité des sommes investies pendant les 10 dernières années. Déjà des résultats appréciables ont été obtenus dans le domaine de la prospection et de l'exploitation des minerais de cuivre, de chrome et de nickel, de la houille et du pétrole. Parallèlement, l'agriculture se modernise depuis l'adoption, immédiatement après la libération, de la réforme agraire, qui a accordé les terres aux paysans, l'Etat leur garantissant en même temps la fourniture de semences et l'octroi de crédits. La superficie des terres arables est passée de 9 à 15 p. 100 grâce à la bonification des terrains incultes, à l'assèchement des marais et au défrichement des forêts. En outre, la mécanisation de la culture se poursuit et le nombre de tracteurs est passé de 30 environ en 1938 à 4 950 en 1961. Enfin, la collectivisation de l'agriculture, réalisée dès 1959, a marqué un pas important tant du point de vue économique que sur le plan politique et social. L'exécution du plan en 1961 a permis d'élever les niveaux de vie matériels et culturels de la population, comme le prouve l'augmentation de 5 p. 100 des ventes de biens au détail. En outre, une nouvelle baisse des prix des produits de grande consommation est survenue en octobre 1961.

32. Sur le plan international, des transformations importantes se sont produites au cours des dernières années par suite de l'accession à l'indépendance de nombreux peuples autrefois soumis au système impérialiste et colonialiste. En jetant les bases d'une économie nationale saine, ces pays pourront s'assurer un avenir brillant. Leur développement est cependant lié à l'exploitation de leurs ressources naturelles, à l'industrialisation, à la modernisation de leur agriculture et à l'élévation des niveaux matériels et culturels de leur population. Il leur faudra également exporter leurs matières premières: la stabilisation des marchés internationaux, ainsi que l'arrêt des fluctuations des prix de leurs produits d'exportation, favoriseraient assurément leur développement, de même que la suppression des politiques protectionnistes et discriminatoires. Malheureusement, ils se heurtent encore à de nombreuses entraves de la part des pays capitalistes. Au cours de l'année écoulée, les prix des matières premières ont continué à baisser tandis que ceux des biens industriels qu'ils étaient obligés d'importer poursuivaient leur courbe ascendante, tendances qui sont à la base du déséquilibre actuel entre l'offre et la demande de nombreux produits primaires. En dépit de toutes les résolutions de

l'Assemblée générale sur le commerce international, les pays capitalistes continuent à s'opposer à l'adoption de solutions justes parce qu'ils ont intérêt, pour conserver leurs privilèges, à ce que la structure actuelle des pays sous-développés ne soit pas modifiée. Il importe de reconnaître aux pays sous-développés, dont le revenu par habitant n'est aujourd'hui que le vingtième de celui des pays capitalistes, le droit d'exploiter eux-mêmes leurs propres richesses et de recevoir une assistance qui ne soit assortie d'aucune condition politique, militaire ou économique.

33. L'exemple de Cuba — qui a entrepris des réformes favorisant l'expansion de son économie malgré le blocus économique, les provocations et les interventions des impérialistes américains — témoigne des succès que peut obtenir un pays qui parvient à édifier son industrie. Un peuple maître de ses destinées peut déjouer tous les complots ourdis contre lui. Jouissant de la sympathie de tous les peuples épris de paix, il est invincible. La Décennie des Nations Unies pour le développement ne fera naître que la désillusion si l'aide fournie aux pays sous-développés n'est en fait que le point de départ de nouvelles pénétrations des puissances capitalistes dans ces pays. Le Secrétaire d'Etat au trésor des Etats-Unis d'Amérique a personnellement reconnu devant le Sénat, le 5 juin 1961, que le programme d'aide aux pays étrangers constitue l'une des bases de la sécurité et du bien-être des Etats-Unis. De son côté, le président Kennedy, dans son message au Congrès en mars 1962, a souligné que ce programme a une importance vitale pour les intérêts des Etats-Unis et insisté pour que l'aide soit accordée seulement aux gouvernements qui l'utiliseront pour contrecarrer les transformations sociales dans leur pays et pour lutter contre le communisme. Cette prétendue aide économique ne répondra donc guère aux besoins des pays sous-développés, puisque le seul moyen d'assurer leur croissance économique serait de mettre fin au pillage systématique par les monopoles étrangers et d'abolir les discriminations commerciales.

34. L'Albanie est en faveur du développement des échanges sur la base de l'égalité et du profit mutuel, car le commerce doit constituer un moyen de rapprochement entre les peuples. Elle souhaite la convocation d'une conférence internationale sur les problèmes du commerce et approuve la date et l'ordre du jour proposés à ce sujet par la délégation de l'Union soviétique dans son projet de résolution (A/C.2/L.645). Elle appuie en effet toutes les mesures destinées à renforcer la coopération économique internationale et, par conséquent, la paix.

La séance est levée à 12 h 35.